

Fact Checking : Pour en finir une bonne fois pour toute avec la croyance selon laquelle Macron serait droite

Article rédigé par *Thierry Martin*, le 27 janvier 2022

Cette présidentielle est la plus décisive depuis quarante ans. Une fenêtre s'ouvre pour l'union des électorats populaires de la France périphérique, des électeurs de la bourgeoisie patriote et des individus libres, derrière un programme conservateur libéral. Un homme est prêt à l'assumer. Ce serait enfin l'occasion d'en finir une bonne fois pour toute avec la malédiction de Mitterrand.

Beaucoup disent que le Président Macron issu de la gauche, soutenu par l'électorat de gauche dès le premier tour de la présidentielle 2017, serait de droite. Certains à droite pour justifier leur vote, d'autres à gauche pour critiquer son action, voire aux extrêmes, pour l'agonir. En même temps Macron donne le change comme la chauve-souris de la fable de La Fontaine. Voyez mes ailes, voyez mes pattes, vive le Roi, vive la Ligue !

Pour soutenir Dreuz.info, cliquez sur ce lien : [Dreuz](#), et indiquez le montant de votre don.

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'est « pas très catholique » comme on dit, et que sa politique est celle des petits pas de celui qui avance masqué. « C'est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source » écrivait Jaurès, oui mais laquelle, car la plupart des fleuves ont plusieurs sources confluentes.

Le saint-simonisme serait l'un de ses confluentes et peut-être même le principal d'après Frédéric Rouvillois. [1] Une philosophie dérivée des Lumières fondée au XIXème siècle par le comte de Saint-Simon qui voulait créer un monde composé d'individus atomisés, en mouvement perpétuel, sans identité nationale, régis par une oligarchie. Un « socialisme utopique » comme le critiquera Marx, mais qui voulait mettre fin « à l'exploitation de l'homme par l'homme » grâce à une organisation de la société hyper-hiérarchisée, gouvernée par une élite, mue par l'idée de progrès. La société est ici assimilée à une organisation, confondant « l'ordre arrangé » au sein d'une entreprise ou d'une administration, organisation en tant que telle, et « l'ordre spontané » d'une société ouverte composée d'acteurs humains. [2] Nous ne sommes pas loin du néo-libéralisme de Lippmann. [3]

Le conservatisme libéral d'Eric Zemmour

Même si les observations et les analyses auxquels nous procédons obéissent au principe de neutralité axiologique, nous exprimons forcément nos convictions. Cela étant, nous pouvons dire, animés par la *libido sciendi*, qu'être de droite en France, c'est être conservateur, libéral et catholique, ce que représentait peu ou prou Fillon en 2017, l'homme à abattre. Péresse a repris son programme, mais comment pourrait-elle porter un costume taillé sur mesure pour un autre ? En revanche Eric Zemmour, que jusqu'ici nous considérons comme trop colbertiste, trop étatiste, trop français s'amuserait-il, nous le retrouvons sur une ligne proche de celle de l'ancien journaliste du quotidien conservateur britannique *The Daily Telegraph*, Boris Johnson,

désormais Premier ministre. Le conservateur anglais ayant toujours été mû par le libéralisme, souvenez-vous de Margaret Thatcher qui en 1983 brandissait La constitution de la liberté (*The Constitution of Liberty*) de Friedrich Hayek en disant : « *This is what we believe.* »

Comme je l'ai déjà écrit ici, la vraie primaire commence entre Marine « le marchepied pour l'Elysée », Valérie « la traîtresse », et Éric l'outsider. Mais l'ancien journaliste du Figaro n'est-il pas le plus solide, le plus courageux et le plus déterminé pour s'opposer à Macron ? Les économistes le regardent d'un œil neuf. N'a-t-il pas coché quasiment toutes les cases du conservatisme libéral avec son programme ? Et nous avons le sentiment que sa main ne tremblera pas quand il s'agira de l'appliquer.

Si Emmanuel Macron a su rassembler une partie supplémentaire de la gauche et du centre-droit au second tour de la présidentielle 2017, Marine Le Pen était incapable de rassembler les droites. Quant à s'opposer au constructivisme de Macron, encore aurait-il fallu que cette candidate eût été suffisamment libérale[4]. Et pour s'opposer au progressisme disruptif, nous pouvions rêver d'une personnalité qui aurait mieux incarné le conservatisme, qui aurait clairement défendu les valeurs chrétiennes sur le plan éthique, qui n'aurait pas dit au sujet du débat sur l'avortement, en opposition à Marion Maréchal, que c'était pour les électeurs un sujet « lunaire ». Bref, encore aurait-il fallu qu'elle eût été de droite.

L'éthique étique du président Macron

L'ancien président Nicolas Sarkozy se disait catholique non pratiquant, François Hollande non croyant, Emmanuel Macron, l'homme du flou, se définit comme agnostique. « *J'ai une réflexion permanente sur la nature de ma propre foi, mais j'ai suffisamment d'humilité pour ne pas prétendre parler à Dieu* », expliquait-il pendant sa campagne présidentielle à *La Vie*. Emmanuel Macron ne partage donc pas la foi « *qui naît de la rencontre avec le Dieu vivant, qui nous appelle et nous révèle son amour* », dont parlait le pape François en 2013.[5]

Sur le plan éthique il n'y a pourtant plus d'ambiguïté, Macron a choisi la culture de mort et le transhumanisme. Il a laissé voter l'allongement de la possibilité d'avortement à 14 semaines quand le fœtus est un bébé, ou l'avortement thérapeutique jusqu'à neuf mois en cas de soi-disant « détresse psychologique », – mais jamais n'est envisagée la perspective de l'adoption ; PMA pour toutes c'est-à-dire légalisation de la programmation d'orphelin de père ; obligation levée pour les chercheurs de demander une autorisation pour mener leurs expérimentations sur les cellules-souches embryonnaires humaines ; euthanasie qui avance cachée derrière le Rivotril oubliant souvent d'envisager des soins palliatifs ; cela fait du Président Macron un « *libéral* » mais au sens américain du terme, ce qui veut dire un homme de gauche.

Il conviendra de ne pas attribuer à son prétendu libéralisme l'échec de ses politiques

Mais alors le Président Macron est-il libéral, au sens ancien[6] ? En choisissant comme premier ministre, le LR Philippe, maire juppéiste du Havre, il laisse entendre à beaucoup d'électeurs de droite qu'il est libéral dans le bon sens du terme, notamment aux législatives qui ont suivi sa victoire à la présidentielle, d'autant plus que François Fillon avait appelé à voter pour lui au second tour alors même que les bénévoles des grandes villes étaient encore en train de compter les bulletins de vote. Le programme Fillon était certes conservateur mais libéral. L'électorat a voulu croire à un Macron libéral. Peu ont remarqué qu'Edouard Philippe avait été rocardien dans ses débuts c'est-à-dire deuxième gauche, ce qu'est Macron, et que Juppé, au fond, est du même tenant.

Le plus étonnant c'est que deux ans après, aux élections européennes, l'électorat bourgeois de droite semble continuer à croire que *La République En Marche* est libérale. Mais alors comment expliquer que, les élus d'*En Marche* au Parlement européen ont contraint le groupe centriste ADLE à changer de nom, abandonnant au passage l'adjectif « libéral », le L. Un épisode signifiant pour un parti dont le fondateur ne cesse de s'éloigner du libéralisme pour lui préférer – hélas – le dirigisme, rapportait Gaspard Koenig, dans *Les Echos*. [7]

« *On a présenté Emmanuel Macron comme un politicien libéral avant même son élection et, curieusement, on continue souvent à lui donner cette étiquette, alors que sa politique fiscale – ainsi d'ailleurs que la*

plupart de ses autres politiques – atteste du contraire de manière évidente. Il conviendra alors de ne pas attribuer à son prétendu libéralisme l'échec de ses politiques », avait déjà noté le professeur d'économie Pascal Salin, avant même le quoi qu'il en coûte.

Gabriel Attal est, malgré son jeune âge, un ancien socialiste

Nommer un Jean Castex premier ministre est encore une tentative de diversion nécessaire pour compenser par un électorat naïf de droite, la perte d'un électorat de gauche décidément archaïque. Naïf il faut l'être pour faire confiance à ce gouvernement truffé de socialistes – par exemple l'actuel porte-parole du président, Gabriel Attal est, malgré son jeune âge, un ancien socialiste – gouvernement qui renonce à supprimer 120.000 postes de fonctionnaires, qui dépense, endette, taxe, réglemente à tout va, comme n'importe quel gouvernement de gauche.

Non seulement Castex, ce maire d'une petite commune, que l'accent du terroir ne rapproche pas plus du peuple que ses « Dieu merci » ne le rapproche du Bon Dieu, est avant tout haut-fonctionnaire avant d'être « de droite », mais dès l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, il est nommé en septembre 2017 délégué interministériel aux Jeux olympiques de Paris-2024 et aux grands événements sportifs, pour ensuite présider l'Agence nationale du sport. D'emblée, Jean Castex est dans les cercles macronistes.

Si Macron n'est pas libéral, est-il conservateur ? Là, aucun doute n'est permis, non ! La transmission n'est pas son truc, la tradition morale n'est pas sa tasse de thé et l'Histoire n'est pas son fort.

Comment un homme politique ni libéral ni conservateur peut apparaître comme un président de droite ? Pourquoi l'électorat de droite comme de gauche le voit encore comme un homme de droite ? Mystère et boule de gomme.

Emmanuel Macron, un homme de gauche selon le standard international

L'homme d'affaire Henry Hermand qui a soutenu le socialiste Hollande en 2012, a toujours été un véritable mécène pour Emmanuel Macron – c'est lui qui a payé son mariage au Touquet à l'hôtel Westminster, mais plus encore que sa fortune, ce chef d'entreprise, qui a été proche de Mendès France, puis de Rocard, a mis ses réseaux à la disposition de l'ex-ministre de l'Économie du gouvernement Valls. Hermand révélera au Figaro en septembre 2016 être à l'origine de l'adoption par Macron de l'expression « progressiste » et l'abandon des notions de « social-libéralisme » ou « social-réformisme », dont Macron se réclamait dans les premiers temps. Il se présente désormais comme un progressiste transgressif.

Il faut bien comprendre que ce corpus idéologique qui semble sidérer la vieille gauche archaïque française, et séduire une partie de la droite, est celui d'un Obama, d'un Biden, d'un Trudeau, d'un Matteo Renzi, du New Labour de Tony Blair, voire celui d'un Gerhart Schroeder qui bénéficiait, il faut le dire, d'une mise à jour qui avait eu lieu à Bad-Godesberg en 1959, où pour la première fois, le SPD abandonne formellement les idées d'inspiration marxiste et la fameuse dictature du prolétariat, reconnaît l'économie de marché et se dit lié au peuple entier, plutôt qu'aux seuls travailleurs. En France, il faudra attendre le 14 janvier 2014, pour que François Hollande, alors président de la République française, revendique la qualité de « social-démocrate ». Quelle audace ! Ce nouveau standard international de la gauche en Occident demeure néanmoins constructiviste, Keynésien si vous voulez.

Un pays suradministré retombé dans les pires travers du constructivisme

Maintenant, tout se passe comme si la France, si fière de sa dimension politique, était avec Macron redevenu le pays le plus politiquement archaïque de l'Occident. Car avec son « en même temps » il en combine les pires travers. La preuve, n'a-t-il pas ressuscité un « commissariat au plan » tombé en désuétude vers 1993, c'est-à-dire recréer une nouvelle administration dans un pays suradministré, et surtout retombé dans les pires travers du constructivisme.

La civilisation occidentale, et la France en particulier, sont toujours menacées par les vieilles recettes constructivistes remises au goût du jour d'« après ». « *La métaphore du chef de l'Etat, qui comparait la vague épidémique à un ennemi auquel il fallait faire la guerre a donné l'impulsion pour que l'instinct planificateur revienne* », disent Marc Guyot et Radu Vranceanu, Professeurs à l'ESSEC, dans La Tribune. « *Aujourd'hui tout ou presque est mis sur le dos de la pandémie – la dérive budgétaire, une dette publique abyssale, une planche à billets qui tourne de manière effrénée, des largesses budgétaires sans commune mesure... et cerise sur le gâteau – un commissariat au plan inspiré de la seconde guerre mondiale et dirigé par un ami politique du Président.* »

« *Le Haut-Commissariat au plan sera donc chargé de réfléchir à la France de 2030 (et peut-être aussi à celle de 2022). Mais dans le pays le plus dépensier, le plus taxé, parmi les plus endettés au monde, l'urgence n'était-elle pas que France Stratégie travaille plutôt directement pour le Parlement, dont la mission constitutionnelle (article 24) est d'évaluer les politiques publiques, et dont l'objectif numéro un, à l'heure actuelle, quand les caisses sont vides, devrait être d'évaluer l'efficacité de chaque euro de dépense aux niveaux central, social et local ?* » demande l'Ifrap, le think tank dirigé par Agnès Verdier-Molinié, qui ajoute que « *le Haut-Commissariat aura les moyens de l'agence France Stratégie à sa disposition (un effectif d'une centaine de personnes et un budget annuel de 15 millions d'euros).* »

Adam Smith, nous prévenait déjà : « *L'homme d'Etat qui tenterait d'ordonner aux particuliers la manière d'employer leurs capitaux non seulement se chargerait d'un soin très superflu, mais encore assumerait une autorité qui ne pourrait être confiée avec sûreté à aucun conseil ni sénat, et qui ne serait nulle part si dangereuse qu'entre les mains d'un homme assez fou et assez présomptueux pour se croire capable de l'exercer.* » « *Un homme assez fou et assez présomptueux pour se croire capable...* » croyez-vous que le philosophe et économiste écossais songeait à Bayrou ? Bayrou commissaire au plan, c'est l'Histoire qui bégaie.

Macron est un globaliste pour qui l'Europe n'est qu'une étape. Quant à son haut-commissariat au plan, mauvaise chose en soi, c'est une évidence qu'il n'a aucun sens dans le cadre des traités de Maëstricht et de Lisbonne. Ainsi le haut-commissariat au plan est appelé à gérer selon les critères de Bruxelles la part française de l'emprunt européen voulu par les fédéralistes pour avancer vers l'intégration européenne. Emprunt qui nous coutera cher contrairement aux dires du président « ce ne sont pas les français qui rembourseront ». Prenons simplement la subvention de 40 milliards, on sait que la France contributeur net remboursera forcément plus qu'elle que soient les modalités. Savez-vous que la France seule emprunterait à – 0,2% alors que l'Union européenne emprunte à + 1,15%, ou encore que l'Euro qui est surévalué de 15% bénéficie aux allemands mais nuit à l'économie française ?

Taubira ferait perdre Macron comme elle a fait perdre Jospin en 2002.

Vingt ans après, Taubira nous refait le coup. Taubira le réservoir de voix de Jospin pour le second tour se réjouissait le pubard Jacques Séguéla. Mais si les électeurs de gauche, bourgeoisie cosmopolite, cadres des grands groupes, profs, fonctionnaires, qui envisageaient le vote utile en faveur d'Emmanuel Macron dès le premier tour, « pour faire barrage à l'extrême droite » à la suite de la candidature du « polémiste » Éric Zemmour, se ravisait en faveur d'une Taubira, ils pourraient placer Macron à la deuxième place voire à la troisième et l'éliminer du second tour. Nous pourrions alors nous retrouver avec un second tour Pécresse vs Zemmour ? Dans cette hypothèse Taubira ferait perdre Macron comme elle a fait perdre Jospin en 2002. Pécresse, celle qu'on appelle le bébé Chirac devrait faire l'affaire du système. Mais être face à Zemmour ne serait pas une promenade de santé comme ce fut toujours le cas face à Le Pen père ou Le Pen fille.

Quoi qu'il en soit, cette élection ouvre une fenêtre pour l'union, derrière un vrai programme conservateur libéral, des électors de droite et d'ailleurs, c'est-à-dire des électors populaires de la France périphérique, des électors de la bourgeoisie patriote, et des individus libres. Un homme est prêt à l'assumer. Il est plus qu'un phénomène politique, c'est un véritable révélateur social. Il s'appelle Eric Zemmour. C'est pourquoi cette présidentielle est la plus décisive depuis quarante ans. Ce serait enfin l'occasion d'en finir une bonne fois pour toute avec la malédiction de Mitterrand.

Reprendre le contrôle de notre pays avec une vraie politique libérale

La France a beaucoup d'atouts, et le génie français a souvent fait ces preuves par le passé. Ce qui manque aujourd'hui à la France pour qu'elle puisse décoller, ce sont des riches et des entrepreneurs. Nous pouvons reprendre le contrôle de notre cadre national selon le principe de subsidiarité parce que sans la France, l'Europe n'est rien. Mais à condition d'en finir avec l'omniprésence du régime de Bruxelles, et de réduire drastiquement le coût de sa bureaucratie, le coût de l'Etat, le coût des collectivités locales et territoriales qui obèrent nos facteurs clés de succès.

Le système a son Président, mais sans le virus Macron était condamné (Gilets jaunes, grèves, insécurité, diplomatie catastrophique). Néanmoins, de Bayrou à Edouard Philippe (Juppéiste), jusqu'à Daniel Cohn-Bendit, en passant par Valls, Estrosi, Bertrand ou Pécresse, ils forment une concaténation où tous collaborent peu ou prou avec le globalisme, la gauche des « identités », les idéologues du réchauffisme anthropique et les immigrationnistes qui relativisent la menace islamique, quand le peuple de la nation millénaire, fille aînée de l'Eglise parce que maintes fois visitée par la Vierge Marie, murmure.

Une question reste dans toutes les têtes ? L'instrumentalisation éhontée de la peur de la *covid-19* – que même Orwell n'a pas imaginé -, viendra-t-elle masquer les menaces réelles, et permettre, quoi qu'il en coûte, la réélection du partisan du régime de Bruxelles, laboratoire du globalisme, avec ses billets de banque sans visage ni paysage ? La présidence française de l'UE qui démarre, va-t-elle aider Emmanuel Macron à remporter l'élection ou le pousser à la faute parce qu'il en fera trop ? Le drapeau européen sous l'Arc-de-Triomphe pour une simple présidence tournante ou son « envie d'emmerder » certains français selon son bon plaisir nous ferait plutôt pencher pour la seconde hypothèse.

Thierry Martin

- [1] Frédéric Rouvillois, *Liquidation, Emmanuel Macron ou le saint-simonisme*. Les éditions du Cerf, 304 p.
- [2] Voir Friedrich Von Hayek, *Droit, législation et liberté*, PUF (2007) 948 p
- [3] Thierry Martin, recension de l'ouvrage de la philosophe Barbara Stiegler, La Tribune
- [4] Au sens où nous l'entendons c'est-à-dire, ni le libéralisme manchestérien appelé ultralibéralisme, ni le libéralisme américain dont les tenants s'appellent *liberals*, mais libéralisme au sens ancien réhabilité par Hayek.
- [5] Lettre encyclique Lumen Fidei (« La lumière de la foi »).
- [6] Au sens où nous entendons ce mot, c'est-à-dire celui de l'école autrichienne représenté par Von Mises ou Hayek
- [7] Les élus d'En Marche ont en effet contraint le groupe centriste au parlement européen à abandonner son nom historique, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, fondé en 1953 avec la création du Groupe des libéraux et apparentés. L'ADLE est donc remplacé par le très marketing « Renew Europe » garanti sans aucune référence libérale.